

COMPRENDRE UN REGIME POLITIQUE : LA DEMOCRATIE

AXE 2 : AVANCEES ET RECULS DE LA DEMOCRATIE

Cet axe nous invite à la fois à nous interroger sur des **exemples concrets de moments et d'endroits où la démocratie « a avancé » ou « reculé »** c'est-à-dire où elle s'est imposée après un régime non démocratique ou bien au contraire elle a été supprimée. On peut ainsi se demander **si l'histoire montre plutôt une tendance avec le temps à la démocratisation du monde**, de la cité d'Athènes au Ve s. à aujourd'hui.

Elle invite aussi à **réfléchir de façon plus conceptuelle sur les forces et fragilités de la démocratie** qui font d'elle un régime envié, souhaité mais aussi fragile, instable, qui peine parfois à s'imposer sur la durée.

Problématique : **Quelles sont les forces et les faiblesses du régime démocratique qui expliquent les phases d'avancées et de recul de ce système politique dans le monde ?**

I. Comment meurent les démocraties ?

A. Une analyse théorique : l'inquiétude de Tocqueville sur la transformation de la démocratie en tyrannie

Activité individuelle : ACTIVITE 7 : LES INQUIETUDES DE TOCQUEVILLE AU SUJET DE LA DEMOCRATIE



Compétences travaillées :

Comprendre un texte et le résumer

Réfléchir sur un concept, ici la démocratie

Recherche liminaire :

Présentez une rapide biographie d'Alexis de Tocqueville dans laquelle vous donnerez ses origines et son parcours professionnel, vous direz ce qui le conduit à écrire son ouvrage *De la démocratie en Amérique* et enfin comment il est aujourd'hui considéré.



Descendant de Saint Louis, **Alexis de Tocqueville** naît à Paris en 1805. Après des études d'histoire et de droit, il est juge au tribunal de Versailles. Mis en position délicate par la révolution de 1830 en vertu de son appartenance à une famille légitimiste, il entreprend, entre avril 1831 et mars 1832, un voyage aux États-Unis. Sa mission donnée par le ministère de l'Intérieur est de mener une enquête sur l'univers carcéral (les prisons). Mais, outre le rapport *Du système pénitentiaire aux États-Unis et son application en France* qu'il rédige à son retour, il écrit un livre imprévu et capital, *De la démocratie en Amérique*, dont le premier tome paraît, le 23 août 1835 (le deuxième tome paraîtra en 1840). Le succès de l'œuvre est alors immense. Tocqueville est élu à l'Académie des sciences morales et politiques en 1838 et à l'Académie française en 1841, à l'âge de trente-six ans. Il est considéré comme un des fondateurs de la sociologie.

Source : d'après <https://www.gouvernement.fr/partage/9911-tocqueville-publie-de-la-democratie-en-americ>

« Une grande révolution démocratique s'opère parmi nous, tous la voient ; mais tous ne la jugent point de la même manière. Les uns la considèrent comme une chose nouvelle, et, la prenant pour un accident, ils espèrent pouvoir encore l'arrêter ; tandis que d'autres la jugent irrésistible, parce qu'elle leur semble le fait le plus continu, le plus ancien et le plus permanent que l'on connaisse dans l'histoire. »

✓ Que signifie cette citation d'Alexis de Tocqueville ?

Selon Tocqueville, la généralisation de la démocratie est inévitable.

Consigne : Alexis de Tocqueville, en observant la démocratie américaine, en a conclu que ce régime politique était fragile, à la merci de dérives, d'obstacles qui la conduiraient à sa perte. Il a réfléchi aux moyens d'empêcher une telle évolution. Dans cette activité, vous lirez des extraits de son ouvrage, 4 concernant les dérives envisagées, 4 concernant les remèdes proposés. Attribuez à chacun un titre puis résumez la pensée de Tocqueville en quelques mots.

PARTIE 1 : LES RISQUES DE DERIVE DE LA DEMOCRATIE

1^{ère} dérive : La tyrannie de la majorité

Qu'est-ce donc qu'une majorité prise collectivement, sinon un individu qui a des opinions et le plus souvent des intérêts contraires à un autre individu qu'on nomme la minorité ? Or, si vous admettez qu'un homme revêtu de la toute-puissance peut en abuser contre ses adversaires, pourquoi n'admettez-vous pas la même chose pour une majorité ? [...] Lorsqu'un homme ou un parti souffre d'une injustice aux États-Unis, à qui voulez-vous qu'il s'adresse ? À l'opinion publique ? c'est elle qui forme la majorité ; au corps législatif ? il représente la majorité et lui obéit aveuglément ; au pouvoir exécutif ? il est nommé par la majorité et lui sert d'instrument passif ; à la force publique ? la force publique n'est autre chose que la majorité sous les armes ; au jury ? le jury, c'est la majorité revêtue du droit de prononcer des arrêts : les juges eux-mêmes, dans certains États, sont élus par la majorité. Quelque inique ou déraisonnable que soit la mesure qui vous frappe, il faut donc vous y soumettre

C'est le fait pour la majorité d'imposer son opinion à la minorité sans que celle-ci ait la possibilité de se faire entendre.

2^{ème} dérive : Le conformisme

Lorsqu'on vient à examiner quel est aux États-Unis l'exercice de la pensée, c'est alors qu'on aperçoit bien clairement à quel point la puissance de la majorité surpassé toutes les puissances que nous connaissons en Europe. [...] En Amérique, la majorité trace un cercle formidable autour de la pensée. Au-dedans de ces limites, l'écrivain est libre ; mais malheur à lui s'il ose en sortir. Ce n'est pas qu'il ait à craindre un autodafé, mais il est en butte à des dégoûts de tous genres et à des persécutions de tous les jours. La carrière politique lui est fermée : il a offensé la seule puissance qui ait la faculté de l'ouvrir. On lui refuse tout, jusqu'à la gloire. Avant de publier ses opinions, il croyait avoir des partisans ; il lui semble qu'il n'en a plus, maintenant qu'il s'est découvert à tous ; car ceux qui le blâment s'expriment hautement, et ceux qui pensent comme lui, sans avoir son courage, se taisent et s'éloignent. Il cède, il plie enfin sous l'effort de chaque jour, et rentre dans le silence, comme s'il éprouvait des remords d'avoir dit vrai.

Les individus perdent leur liberté de jugement et appuient leurs opinions sur celles de la majorité.

3^{ème} dérive : L'individualisme

« Il y a un passage très périlleux dans la vie des peuples démocratiques. Lorsque le goût des jouissances matérielles se développe chez un de ces peuples plus rapidement que les lumières et que les habitudes de la liberté, il vient un moment où les hommes sont emportés et comme hors d'eux-mêmes, à la vue de ces biens nouveaux qu'ils sont prêts à saisir. Préoccupés du seul soin de faire fortune, ils n'aperçoivent plus le lien étroit qui unit la fortune particulière de chacun d'eux à la prospérité de tous. Il n'est pas besoin d'arracher à de tels citoyens les droits qu'ils possèdent ; ils les laissent volontiers échapper eux-mêmes [...]. S'agit-il de choisir leurs représentants, [...] de traiter en commun la chose commune, le temps leur manque. [...] Si, à ce moment critique, un ambitieux habile vient à s'emparer du pouvoir, il trouve que la voie à toutes les usurpations est ouverte. Qu'il veille quelque temps à ce que tous les intérêts matériels prospèrent, on le tiendra aisément quitte du reste.

Les hommes se replient sur leur sphère privée, leurs intérêts (notamment économiques) et se désintéressent de l'intérêt général.

4^{ème} dérive : Le despotisme doux

Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. [...] Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance. Il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie [...]. C'est ainsi que tous les jours il rend moins utile et plus rare l'emploi du libre arbitre ; qu'il renferme l'action de la volonté dans un plus petit espace, et dérobe peu à peu chaque citoyen jusqu'à l'usage de lui-même. [...] J'ai toujours cru que cette sorte de servitude, réglée, douce et paisible, dont je viens de faire le tableau, pourrait se combiner mieux qu'on ne l'imagine avec quelques-unes des formes extérieures de la liberté, et qu'il ne lui serait pas impossible de s'établir à l'ombre même de la souveraineté du peuple.

L'État se charge seul d'assurer le bonheur des citoyens, quitte à les maintenir dans une sorte d'enfance permanente. Leur vie est douce et agréable grâce à l'Etat mais ils ont en fait perdu toute forme de liberté et notamment la liberté politique.

Complément : petite revue de presse publiée sur Abracadabrahg montrant que certains considèrent que l'état d'urgence anti-terroriste puis plus tard sanitaire relèvent un peu du despotisme doux : <https://vu.fr/gMIf>

✓ **Laquelle de ces dérives était déjà sujet d'inquiétude chez Benjamin Constant ?**

Benjamin Constant parlait déjà du problème de l'individualisme et du risque du désintérêt pour les choix politiques.

Activité complémentaire : vers la dissertation

Cherchez un exemple concret de l'actualité française ou internationale venant corroborer une idée développée ici par Alexis de Tocqueville puis rédigez un court paragraphe argumentatif (à la manière d'un passage de dissertation : Affirmation, Explication, Illustration) pour le présenter.

Selon Tocqueville, un des risques de dérive de la démocratie est un désintérêt progressif des citoyens envers la chose politique par individualisme : l'abstention croissante que connaît la France semble lui donner raison depuis plusieurs décennies. Effectivement, si pour les premières élections législatives au suffrage universel 24% des électeurs ne sont pas allés voter, ils étaient plus de 50% au dernier renouvellement de l'Assemblée nationale en 2022. De fait, lorsqu'on interroge ceux qui se sont abstenu, 13% d'entre eux disent ne pas s'intéresser à la vie politique en général et 17% de pas avoir pu se rendre disponibles. Pour ces électeurs, il apparaît clairement qu'une forme d'individualisme, de repli sur la sphère privée, est à l'origine de leur choix.

On peut toutefois nuancer ce propos en rappelant qu'une part d'entre eux a peut-être à cœur l'intérêt général, mais y contribue sous une autre forme, par exemple associative. D'autre part, un sondage effectué auprès des abstentionnistes (étude Ipsos Sopra Steria pour France TV et Radio France réalisée en juin 2022) montre qu'une grande partie d'entre eux ne sont pas allés voter parce qu'aucun candidat ne correspondait à leurs idées (22%) ou parce qu'ils pensaient que les « jeux étaient déjà faits » (15%), ce qui ne relève pas de l'individualisme.

Débat : Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Débat : Doit-on permettre de voter à distance par internet ?

PARTIE 2 : LES REMEDES PROPOSES PAR TOCQUEVILLE POUR LES EVITER

1^{er} remède : **La liberté de la presse**

Lorsqu'on accorde à chacun un droit à gouverner la société, il faut bien lui reconnaître la capacité de choisir entre les différentes opinions qui agitent ses contemporains, et d'apprécier les différents faits dont la connaissance peut le guider.

La souveraineté du peuple et la liberté de la presse sont donc deux choses entièrement corrélatives : la censure et le vote universel sont au contraire deux choses qui se contredisent et ne peuvent se rencontrer longtemps dans les institutions politiques d'un même peuple. Parmi les douze millions d'hommes qui vivent sur le territoire des États-Unis, il n'en est pas un seul qui ait encore osé proposer de restreindre la liberté de la presse.

La liberté de la presse permet aux citoyens d'avoir accès à différentes opinions.

2^{ème} remède : **Les associations**

Le droit d'association étant reconnu, les citoyens peuvent en user de différentes manières. Une association consiste seulement dans l'adhésion publique que donnent un certain nombre d'individus à telles ou telles doctrines, et dans l'engagement qu'ils contractent de concourir d'une certaine façon à les faire prévaloir. Le droit de s'associer ainsi se confond presque avec la liberté d'écrire ; déjà cependant l'association possède plus de puissance que la presse. Quand une opinion est représentée par une association, elle est obligée de prendre une forme plus nette et plus précise. Elle compte ses partisans et les compromet dans sa cause. Ceux-ci apprennent eux-mêmes à se connaître les uns les autres, et leur ardeur s'accroît de leur nombre. L'association réunit en faisceau les efforts des esprits divergents, et les pousse avec vigueur vers un seul but clairement indiqué par elle. Le second degré dans l'exercice du droit d'association est de pouvoir s'assembler. Quand on laisse une association politique placer sur certains points importants du pays des foyers d'action, son activité en devient plus grande et son influence plus étendue. Là, les hommes se voient ; les moyens d'exécution se combinent, les opinions se déploient avec cette force et cette chaleur que ne peut jamais atteindre la pensée écrite.

Mieux encore que la presse, les associations permettent aux citoyens de se réunir en fonction de leurs idées et d'avoir ensuite une capacité d'action.

3^{ème} remède : **La participation au pouvoir local**

Les Américains ont combattu par la liberté l'individualisme que l'égalité faisait naître, et ils l'ont vaincu. Les législateurs de l'Amérique n'ont pas cru que, pour guérir une maladie si naturelle au corps social dans les temps démocratiques et si funeste, il suffisait d'accorder à la nation tout entière une représentation d'elle-même ; ils ont pensé que, de plus, il convenait de donner une vie politique à chaque portion du territoire, afin de multiplier à l'infini, pour les citoyens, les

occasions d'agir ensemble, et de leur faire sentir tous les jours qu'ils dépendent les uns des autres. C'était se conduire avec sagesse. Les affaires générales d'un Pays n'occupent que les principaux citoyens. [...] On tire difficilement un homme de lui-même pour l'intéresser à la destinée de tout l'État, parce qu'il comprend mal l'influence que la destinée de l'État peut exercer sur son sort. Mais faut-il faire passer un chemin au bout de son domaine, il verra d'un premier coup d'œil qu'il se rencontre un rapport entre cette petite affaire publique et ses plus grandes affaires privées, et il découvrira, sans qu'on le lui montre, le lien étroit qui unit ici l'intérêt particulier à l'intérêt général. C'est donc en chargeant les citoyens de l'administration des petites affaires, bien plus qu'en leur livrant le gouvernement des grandes, qu'on les intéresse au bien public et qu'on leur fait voir le besoin qu'ils ont sans cesse les uns des autres pour le produire.

Les citoyens s'intéressent plus facilement aux affaires locales qu'aux affaires nationales et cela les fait sortir de leur individualisme. Cela permet aux citoyens d'agir ensemble, d'œuvrer pour l'intérêt général et non toujours l'intérêt particulier.

4^{ème} remède : La séparation des pouvoirs

Supposez, au contraire, un corps législatif composé de telle manière qu'il représente la majorité, sans être nécessairement l'esclave de ses passions ; un pouvoir exécutif qui ait une force qui lui soit propre, et une puissance judiciaire indépendante des deux autres pouvoirs ; vous aurez encore un gouvernement démocratique, mais il n'y aura presque plus de chances pour la tyrannie.

Tocqueville insiste sur l'importance de séparer les pouvoirs pour éviter la dictature de la majorité.

Activité complémentaire : vers la dissertation

Cherchez un exemple concret de l'actualité française ou internationale venant corroborer une idée développée ici par Alexis de Tocqueville puis rédigez un court paragraphe argumentatif (à la manière d'un passage de dissertation : Affirmation, Explication, Illustration) pour le présenter.

La liberté de la presse est capitale pour défendre la démocratie car elle permet le pluralisme des opinions. Effectivement, comment imaginer un système politique dans lequel un peuple pourrait choisir son destin en n'ayant accès qu'à la propagande officielle du dirigeant en place ? Le vote n'a de sens que face à une pluralité de candidats – on choisit celui qu'on considère le meilleur – représentant des courants de pensée différents, présentés par des médias eux-mêmes concurrents, capables chacun d'argumenter en faveur de l'un ou de l'autre, ou simplement de décrire les programmes. D'ailleurs, l'histoire de la liberté de la presse en France est intimement liée à celle de la démocratie : chaque renouveau démocratique s'est accompagné d'une nouvelle loi sur la liberté d'expression et de diffusion. Ce fut le cas en 1789 avant que la Terreur et surtout l'Empire ne musellent à nouveau la presse, puis en 1815, 1830 et surtout 1848 et enfin 1881.

B. Un exemple historique : crises et fin de la démocratie au Chili de 1970 à 1973

ACTIVITE 9 : LES CAUSES DE LA CHUTE DE LA DEMOCRATIE CHILIENNE EN 1973



Compétences travaillées :

Comprendre une situation historique

Prélever des informations dans des documents de natures variées

Organiser ses idées, faire un plan correspondant à une problématique

Travail en binôme

Activité en binôme

Durée : 2h

ETAPE 1 : COMPRENDRE LE CONTEXTE

Consigne : Lisez d'abord cette contextualisation historique qui s'appuie sur des documents du manuel.

1) L'arrivée au pouvoir de Salvador Allende sur fond de guerre froide (p.62-63)

Il faut d'abord replacer ces événements dans le contexte de la guerre froide : les Etats-Unis, défenseurs du modèle capitaliste libéral, disputent l'hégémonie (domination) sur le monde à l'URSS qui prône le communisme. Ces deux hyperpuissances ne s'affrontent jamais directement mais par alliés interposés. C'est une longue lutte d'influence qui dure de 1947 à 1991 : cf. *cours sur la guerre du Vietnam*.

1 p. 62 : Les Etats-Unis ont toujours considéré l'Amérique comme leur **chasse-gardée** (territoire qu'ils se réservent) et souhaitent contrôler le continent, ce qui explique de **nombreuses interventions plus ou moins secrètes** (rôle de la CIA) **pour soutenir des coups d'Etat et des dictatures en Amérique latine qui empêchent l'arrivée au pouvoir de communistes.** Cuba a constitué pour eux un échec avec la prise de pouvoir de Fidel Castro qu'ils ne sont pas arrivés à évincer.

Le Chili connaît un régime démocratique depuis 1925 (constitution républicaine, démocratique, libérale) : fonctionnement normal avec des élections régulières et une alternance politique.

4 p.63 : En décembre 1969, se forme une sorte de front populaire afin de soutenir la candidature de Salvador Allende : 6 partis de gauche (de l'extrême gauche au centre gauche chrétien) s'allient pour former l'Unité Populaire (UP). Cette coalition est traversée par de nombreux courants.

Qui est Salvador Allende ? médecin dans les bidonvilles, il est proche des classes populaires. Il confonde le Parti Socialiste chilien en 1933 pour trouver des solutions aux problèmes sociaux du pays. Député, sénateur, ministre, il échoue à trois reprises à la présidentielle avant 1969.

5 p.63 : Le 4 septembre 1970 ont lieu des élections présidentielles qui ne donnent à Allende qu'une très courte longueur d'avance (36% des voix) devant le candidat conservateur Alessandri (35%). Selon la constitution, c'est au Congrès National (assemblée législative) de désigner le président en fonction des résultats.

3 p.62 : Cette assemblée est elle-même très divisée.

5 p.63 : Elle subit à la fois la **pression des Etats-Unis** pour nommer Alessandri et celle de la population qui manifeste pour la **nomination d'Allende**. C'est finalement ce dernier qui est choisi, sans toutefois avoir la majorité au Congrès. Il a donc une **incontestable légitimité démocratique (il a gagné les élections), mais sa position est très fragile**.

Salvador Allende est le 1^{er} homme politique à vouloir mettre en place un système fondé sur le socialisme (communisme) à arriver au pouvoir de façon démocratique. Il suscite énormément d'espoir.

2) Les transformations économiques et sociales lancées par Allende (p.64-65)

Le président socialiste Salvador Allende, inspiré par les idées de Karl Marx (1 p.65), met en place dès son arrivée au pouvoir des réformes (les « 40 mesures ») qui visent à répartir les richesses de manière plus égalitaire dans le pays : doc. 3 p.65 :

- L'Etat prend le contrôle de l'économie par la **nationalisation de 300 grandes entreprises** (elles deviennent propriété d'Etat), notamment tout le secteur du cuivre, principal produit d'exportation, mais aussi le secteur bancaire, celui de la sidérurgie etc. : toutes ces entreprises nationalisées sont baptisées « L'Aire de propriété sociale ». Il organise une **réforme agraire** (redistribution des terres après expropriation des plus gros propriétaires). Il accepte une hausse des salaires et un gel des prix (éviter l'inflation, la montée des prix).
- L'Etat met en place de grandes réformes sociales : **santé publique, éducation** (notamment programme en faveur des classes populaires et ouvertures de classes dans les quartiers défavorisés, distribution de fournitures scolaires), **logement** (programme pour loger les plus défavorisés), **droit au divorce, lait gratuit pour les bébés...**

4 et 5 p.65 : analyse d'un historien sur les réformes d'Allende

Parallèlement, Allende cherche à démocratiser le fonctionnement économique du pays en mettant en place un **système de cogestion** qui incite les **syndicats** à participer aux décisions économiques de l'Etat, et les salariés des entreprises nationalisées à la gestion de celles-ci.

ETAPE 2 : TRAVAILLER SUR LA CHUTE DU REGIME D'ALLENDE SOUS LA FORME D'UNE DISSERTATION EN S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

Consigne : Trouvez une problématique et réalisez un plan détaillé (grandes parties, sous parties, tirets avec des exemples ; pas de rédaction) répondant au sujet : « Les causes de l'échec de Salvador Allende en 1973 ». Pour mieux comprendre la situation et trouver des arguments, vous vous appuierez sur le dossier documentaire ci-dessous (les pages 66-67 du manuel peuvent apporter des informations complémentaires).

Doc. A- Le point de vue d'un diplomate français

« Le concours matériel apporté par la CIA à l'organisation de l'assassinat fait désormais d'autant moins de doute que, [...] dans le film Le Dernier Combat de Salvador Allende, Paul Wimert, attaché militaire des États-Unis au moment des faits, confesse très tranquillement, dans une interview, avoir remis aux complices armes et argent. Le Président Gérald Ford devait, pour sa part, vendre définitivement (en 1977) la mèche. [...] Non seulement reconnaît-il explicitement la participation active de la CIA dans la chute d'Allende, mais encore revendique-t-il le droit de son pays à contribuer au renversement de gouvernements constitutionnels étrangers s'ils venaient à afficher des tendances jugées, par lui, inacceptables. Quitte à avoir recours à la corruption et à la violence. »

Source : Antoine Blanca, *Salvador Allende. L'autre 11 septembre*, éditions Bruno Leprince, 2003. Cité dans le manuel HGGSP 1^{ère} Nathan

Doc. B- Le point de vue d'un sociologue et géopoliticien

Tandis que le gouvernement d'Allende est contesté par l'extrême-gauche qui lui reproche la timidité de ses mesures, ses opposants de droite organisent un grand mouvement de grève visant à déstabiliser le régime.

« Les hostilités commencent le 11 octobre [1972], avec la grève illimitée proclamée par la corporation des transporteurs routiers [...]. Se joignent à cette « grève », dans les jours qui suivent, les commerçants de détail dès le 13 puis l'ordre des médecins, des architectes, des avocats ; les syndicats d'employés de banques et pratiquement

Aide matérielle des USA (armes, dollar)

Oppos° Idéologique des USA en période de guerre froide

Opposition d'extr. gauche

Opposition de droite

toutes les associations de professionnels de « classe moyenne » [...]. Finalement les patrons des usines tentent à leur tour d'arrêter la production [...]. Face à cette situation, le gouvernement procède à des réquisitions [...]. L'intervention de l'État dans une série de services et d'entreprises est décidée. [...] À partir du 15 octobre, les collectifs ouvriers prennent en main la production et organisent la sécurité contre les attentats terroristes qui se multiplient contre les installations. »

Source : *Le Chili sous Allende*, présentation par Alain Joxe, © Éditions Gallimard, « Archives », 1974. Cité dans le manuel HGGSP 1^{ère} Nathan

Doc. D- Le coup d'état en photos



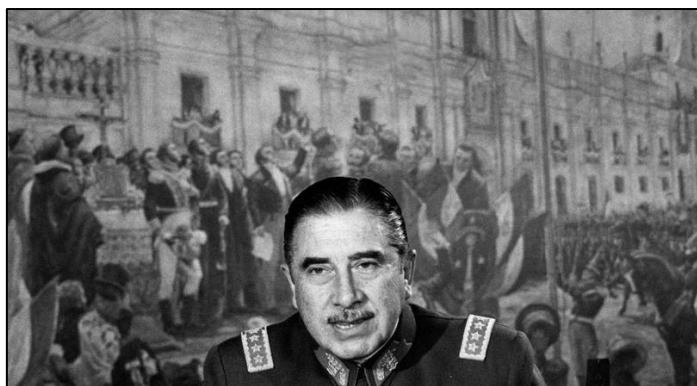
Palais présidentiel assiégé



Des opposants à la dictature enfermés dans le stade de Santiago



Rue de Santiago au moment du coup d'Etat



Le général Augusto Pinochet le jour du coup d'Etat

Doc. E- Le point de vue de la presse : extraits du quotidien français *Sud-ouest*, numéro du 12 septembre 1973

anticommunisme

Le président Salvador Allende se serait suicidé : telle est la première nouvelle qui est parvenue cette nuit du Chili après le coup d'Etat lancé par une junte militaire contre le gouvernement de gauche, qui dirigeait le pays depuis le 3 novembre 1970.

Allende se serait donné la mort au palais de la Moneda, parce qu'il ne voulait pas se rendre aux forces militaires qui venaient de renverser son gouvernement d'union populaire, trois ans presque jour pour jour après son arrivée au pouvoir.

La junte comprend : le général Agusto Pinochet, commandant en chef des trois armes; le général Gustavo Leigh, commandant en chef des forces aériennes; le vice-amiral José Toribio Medina, commandant en second de la marine, et le général des carabiniers (police militaire), Cesar Menzoza.

gouvernement, à se rendre aux forces armées.

La junte militaire affirme qu'elle a dû recourir à cette « intervention indésirable » pour préserver les « valeurs » qui constituent les piliers des institutions chiliennes et « qui étaient en butte à des attaques grossières ». « Nous voulons rendre au Chili la place qu'il mérite comme nation libre et souveraine, en empêchant qu'une dictature de gauche ne s'impose à notre patrie. »

C'est à l'aube, dans le port de Valparaiso, qu'a éclaté le coup d'Etat.

Il était environ 8 h 30 (12 heures G.M.T.) lorsque le président Allende apprit que l'infanterie de marine contrôlait le principal port chilien situé à 120 km à l'ouest de la capitale. Il se rendit au palais présidentiel de la Moneda, en plein centre de la ville, et s'adressa au peuple par radio pour lui demander de se mobiliser sur les lieux de travail, dans les entreprises et les usines nationalisées.

Vers 9 heures, des unités de l'armée de terre occupèrent la place qui entoure le palais et les rues adjacentes, tandis que d'autres militaires et des carabiniers s'employaient à neutraliser les édifices stratégiques et à prendre le contrôle.

La « faillite »

Cette intervention militaire, qui était en quelque sorte attendue depuis plusieurs jours, risque de plonger ainsi les 10 millions de

Chiliens dans la guerre civile, et elle pourrait aboutir à l'instauration au Chili d'un gouvernement autoritaire, dominé par l'armée, à l'exemple de la plupart des autres pays sud-américains.

Les généraux, qui avaient pourtant été appelés par M. Allende à partager le pouvoir politique avec la coalition de gauche, n'ont, semble-t-il, rien eu de plus pressé que de quitter l'équipe de M. Allende, quinze jours après y être entrés.

La longue hésitation des militaires chiliens, partagés entre le respect du pouvoir politique librement élu et les craintes que leur inspirait la « faillite » du régime Allende, a ainsi pris fin. Cette « faillite » est pour l'armée aussi bien économique, avec une inflation qui atteint le taux annuel effarant de 350 %, une pénurie de denrées, notamment alimentaires, que ce pays relativement prospère n'avait jamais connue, que politique avec d'in-

Proposition de correction

Problématique : Quelles sont les causes de (Comment s'explique/ Qu'est-ce qui est à l'origine de/) la chute de Salvador Allende et de la chute de la démocratie chilienne ?

En quoi la chute d'Allende et de la démocratie chilienne est-elle le fruit d'un contexte défavorable sur le plan national et international et d'un coup d'état planifié ?

Plans possibles :

- Plan géographique
- Plan chronologique
- Plan thématique

I- Causes lointaines : menaces intérieures

A- D'un point de vue politique

Allende semble avoir une légitimité fragile dès son élection en raison de la faible avance dans le nombre de voix sur son principal adversaire, Alessandri qui est soutenu par les Etats-Unis. L'hésitation du Congrès pour confirmer son élection est symbolique de cette fragilité.

A cela s'ajoute progressivement une opposition de l'extrême-gauche.

B- D'un point de vue économique

La politique d'Allende est coûteuse et conduit à une forte inflation. C'est la crise économique.

C- D'un point de vue social

Cela conduit à une contestation populaire qui proteste contre la pénurie alimentaire (« marche de casseroles vides » : 21/8/1972). A partir d'octobre 1972, une grève générale est lancée d'abord par les transporteurs routiers, puis les commerçants, les médecins, architectes, avocats, banquiers... toute la classe moyenne.

II- Causes lointaines : menaces extérieures

A- D'un point de vue politique

Contexte de guerre froide : Les Etats-Unis refusent qu'un 2nd pays américain, après Cuba, tombe dans le communisme, d'autant qu'Allende semble se rapprocher du bloc est avec la visite officielle de Fidel Castro en novembre 1971.

B- D'un point de vue économique

Arrêt des financements étrangers.

III- Causes immédiates : le coup d'Etat du 11 septembre 1973

A- Le rôle du général Pinochet et de l'armée chilienne

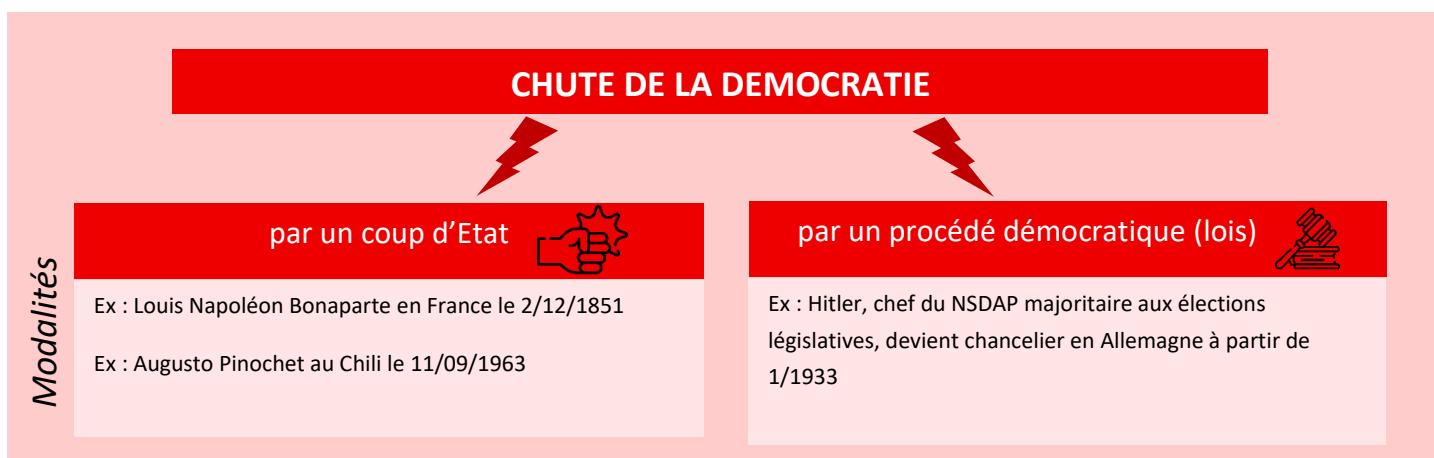
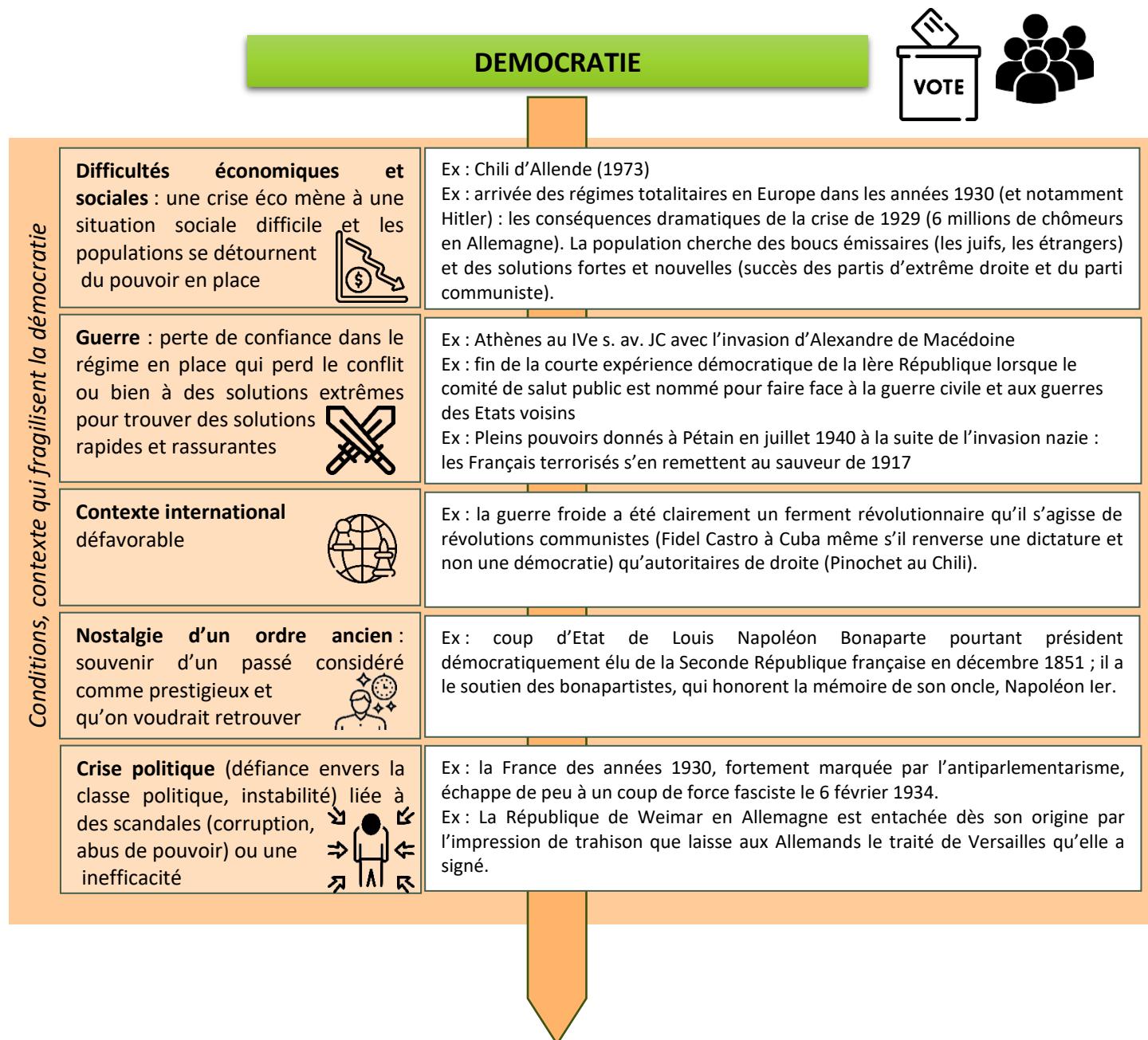
Déjà échec d'un coup d'état militaire le 29 juin 1973. Suite à cela, Allende fait des concessions et invite les démocrates chrétiens à entrer dans la coalition au pouvoir ; ils acceptent à condition que les militaires participent aussi au pouvoir. Allende les fait entrer au gouvernement.

Le 11 septembre 1973, une junte militaire organise un coup d'Etat en s'appuyant sur l'armée. Le palais présidentiel est assiégé, les soutiens de Pinochet arrêtés et enfermés dans le stade de Santiago. Allende adresse un dernier discours et se suicide ou meurt les armes à la main.

B- Le rôle des Etats-Unis

Il est maintenant établi que la CIA a participé activement (armes et argent) au coup d'Etat qui a fait tomber Allende.

C. Conclusion : modalités de mort d'une démocratie



II. Comment (re)naissent les démocraties ? La question de la transition démocratique

A. D'un régime autoritaire à la démocratie : le Portugal et l'Espagne de 1974 à 1982

Deux Etats européens connaissent au milieu des années 1970 un retour vers la démocratie après une dictature :

- **le Portugal** avec la révolution des œillets en 1974 qui met fin à une période de dictature initiée par Antonio Salazar en 1933 (auquel a succédé Marcelo Caetano depuis 1968)
- **l'Espagne** après la mort de Franco en 1975, alors qu'il avait pris le pouvoir par la force en 1936

On parle de **transition démocratique** (c'est-à-dire le processus de passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique).

1) La transition démocratique au Portugal (1974)

ACTIVITE 9 : LA REVOLUTION DES ŒILLETS AU PORTUGAL, UNE TRANSITION DEMOCRATIQUE REUSSIE

Durée : 1 heure



Compétences travaillées :

- Comprendre un événement historique
- Organiser ses idées

Consigne : Le but de cette activité est de réaliser une dissertation répondant au sujet « La révolution des œillets et la transition démocratique portugaise (1974-1976) » en suivant un plan analytique.

- Pour cela, commencez par repérer dans les articles qui suivent : les causes de la révolution, son déroulement et enfin ses conséquences.
- Réalisez ensuite un plan détaillé en trouvant des sous-parties.
- Préparez-vous à présenter à l'oral le fruit de votre travail à votre binôme.

REVOLUTION DES ŒILLETS : IL Y A 45 ANS UN PUTSCH ABOLISSAIT LA DICTATURE AU PORTUGAL

Article de Véronique Laroche-Signorile publié dans le *Figaro* le 24/04/2019.

Une opération militaire pour rétablir la démocratie. Il y a quarante-cinq ans, le soulèvement de jeunes officiers portugais du MFA (Mouvement des Forces Armées) faisait tomber le régime salazariste, dirigé par Marcello Caetano -successeur depuis 1968 du dictateur António de Oliveira Salazar. Ce 25 avril 1974, c'est la fin de quarante-huit années de dictature, instaurée en 1926.

Une révolution sans presque aucune effusion de sang

C'est une chanson de José (connu sous le nom de Zeca) Afonso -Grândola, Vila Morena (Grândola, ville brune) - interdite par le pouvoir et diffusée sur la *Radio Renaissance*, qui donne le coup d'envoi du putsch. Il s'agit d'une révolte de jeunes qui contestent les conflits coloniaux en Afrique (déjà une décennie de coûteuses guerres, en hommes et en argent) et veulent rétablir la démocratie dans le pays. Tout bascule en quelques heures : le Premier ministre Marcel Caetano est contraint de quitter le pouvoir et de prendre le chemin de l'exil, direction Madère.

C'est une révolution pacifiste, aucun coup de fusil n'est tiré par le MFA : dans les canons des œillets donnés aux soldats ! Les militaires sont en effet soutenus par la population en liesse. Contrairement à la demande des militaires de rester chez elle pour sa sécurité, elle descend dans les rues et acclame les putschistes. Elle salue la fin du régime autoritaire. Si quatre morts sont à déplorer -et une quarantaine de blessés- ils sont le fait de la police politique, la PIDE (Police internationale et de défense de l'État), qui résiste un temps avant de se rendre.

La junte lance « l'opération démocratie »

Ce même jour le général António de Spinola -gouverneur général et commandant en chef de la Guinée-Bissau, limogé le mois précédent en raison de son désaccord avec la politique du Portugal en Afrique- qui n'est pas à l'origine de la mutinerie, constitue « une junte de salut » avec six autres officiers supérieurs. Elle est destinée « à restituer au peuple portugais les libertés dont il a été privé trop longtemps et à définir concrètement et objectivement une politique qui conduise à la paix entre les Portugais de toutes races et croyances », peut-on lire dans *Le Figaro* du 26 avril 1974.

Le soulèvement militaire est accueilli avec prudence dans le monde. Des doutes existent sur les intentions de ceux qui ont proclamé un gouvernement provisoire. Mais ils sont rapidement levés après l'allocution télévisée du chef de la junte, comme le révèle le quotidien français : « Toutes les ambiguïtés sont tombées la nuit dernière, à propos du putsch militaire qui a renversé hier le gouvernement portugais, sur les hommes qui l'ont conduit et les buts qu'ils se sont assignés. » Ainsi l'homme au monocle promet « des élections libres pour la mise sur pied, dans un délai d'un an, d'une Assemblée constituante » et reconnaît que « la solution dans les territoires africains du Portugal est politique et non militaire. » Et de fait en moins de deux ans le Portugal revient dans le concert des démocraties européennes.

Source : <https://www.lefigaro.fr/histoire/archives/revolution-des-oeillets-il-y-a-45-ans-un-putsch-abolissait-la-dictature-au-portugal-20190424>

ARTICLE « REVOLUTION DES ŒILLETS » DE L'ENCYCLOPEDIE LAROUSSE

Au Portugal, en 1974, la révolution des œilletts abolit, sans effusion de sang, le régime de Marcelo Caetano, issu de la dictature de Salazar. Le Portugal était alors un pays aux structures archaïques, doté d'une puissante police politique – la PIDE – et qui refusait d'accorder l'indépendance à ses anciennes colonies. Or, au sein même des forces armées, grandissait un sentiment de malaise : nombre d'officiers engagés à partir du début des années 1960 contre les rebelles angolais, guinéens et mozambicains jugeaient impossible de gagner ces guerres coloniales, et l'idée de restaurer la démocratie au Portugal tout en octroyant l'indépendance aux colonies gagna du terrain parmi eux. Certains de ces officiers mirent alors sur pied une organisation secrète, le Mouvement des forces armées (MFA), dont le but était de rétablir la démocratie – et non de fomenter un coup d'État puisqu'il ne s'agissait pas de remplacer un pouvoir dictatorial par un autre. Les conjurés s'assurèrent la neutralité bienveillante du plus titré des généraux portugais, Antonio Spínola, ancien gouverneur de Guinée-Bissau ; en 1974, celui-ci fit paraître un livre, *le Portugal et son futur*, qui entraîna son limogeage le 14 mars, ce qui illustre le blocage de la société portugaise de l'époque.

L'insurrection fut déclenchée le 25 avril 1974 à 0 h 30. Le signe de ralliement des conjurés était un œillet rouge, fixé à la boutonnière, qui devint le symbole de cette révolution. Le MFA annonça dans la journée du 25 avril qu'il avait pris le pouvoir, demandant à la police et à l'armée de ne pas quitter leurs casernes, tandis que la population de Lisbonne en liesse envahissait les rues. Le Premier ministre, invité à abandonner le pouvoir, fut exilé, tandis que le général Spínola assuma dans un premier temps la direction d'une junte composée de sept officiers supérieurs. Dès le 26 avril, les prisonniers politiques furent libérés, tandis que la Direction générale de la sécurité et la PIDE furent supprimées. La révolution des œilletts apparut ainsi comme un modèle de passage de la dictature à un régime démocratique, même si la suite des événements, et notamment la tentative de coup d'Etat du général Spínola, en 1975, montra que les tendances dictatoriales n'avaient pas totalement disparu.

Source : https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/r%C3%A9volution_des_%C5%93illetts/181931

EXTRAIT DE L'ARTICLE : « RENVERSEMENT DU GOUVERNEMENT (REVOLUTION DES ŒILLETS) AU PORTUGAL »

Cette révolution « des Œilletts », qui se fait sans effusion de sang, permet à Antonio de Spinola, un général limogé quelques mois auparavant, de prendre le pouvoir. Le général Costa Gomes lui succédera quelques mois plus tard et un Conseil de la révolution sera formé. Au cours de ces années, le Portugal est témoin de plusieurs réformes -liberté d'association, abolition de la censure, nationalisations, etc.- , dont la tenue d'élections, les premières depuis un demi-siècle, qui ont lieu le 25 avril 1975. Elles sont dominées par les socialistes et le Parti démocratique qui raflent 195 des 247 sièges en jeu. Des négociations mèneront également à l'indépendance des colonies africaines portugaises -Mozambique, Angola, etc.

Source : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/111>

EXTRAIT DE L'ARTICLE « 30 ANS APRES L'ADHESION DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL A L'UNION EUROPEENNE : QUEL BILAN ? »

Troisième élargissement de la construction communautaire, l'entrée de l'Espagne et du Portugal en 1986 a renforcé la réalité européenne. 30 ans plus tard, si les deux pays sont bien intégrés, leur adhésion a marqué trois décennies de changements structurels avec de nouveaux défis en perspective.

Entre dictature et négociations difficiles, une entrée tardive

Si l'Espagne et le Portugal ont intégré le projet européen uniquement en 1986, c'est en raison de la dictature qui prévalait jusqu'à la fin des années 1970. Après la mort de Franco et la chute de Salazar, la transition démocratique a pu s'opérer. A cette époque, la communauté européenne n'était pas assez représentée par des pays du sud. La France était un des rares pays à s'y opposer par crainte de l'ETA (Euskadi Ta Askatasuna) et de la concurrence sur sa production agricole.

Les négociations furent également difficiles en raison des débats portant sur la gestion des fonds européens, sur la pêche, le lait ou encore sur l'intégration de la TVA (IVA) remplaçant les 24 anciennes taxes espagnoles. Ainsi, les deux pays ont dû procéder à des réformes structurelles conciliant Etat-providence et démocratie avec un changement en profondeur de l'industrie, de l'agriculture et du commerce. Des mesures difficiles pour le citoyen et les syndicats à l'image de la région des Asturies au Nord de l'Espagne.

Mais les considérations politiques ont pris le dessus, l'adhésion étant voulue par les citoyens. 30 ans plus tard, le bilan est mitigé.

L'Espagne, le Portugal et l'Union européenne : Une histoire de confiance et de défiance

Dès leur entrée, les deux pays se sont montrés actifs. L'Espagne a contribué au développement de la citoyenneté européenne instaurée en 1992. Felipe Gonzalez, Premier ministre de 1982 à 1996 s'est démené pour l'intégration de son pays. Défenseur d'une Europe économique et sociale, il fut le promoteur du fonds de cohésion créé au Conseil européen d'Edimbourg de 1992. Essor sans précédent, l'Espagne a procédé à la réalisation de grands travaux (routes, etc.), à la montée en puissance d'Iberia (compagnie aérienne), fut une vitrine à l'étranger (notamment avec les Jeux olympiques de Barcelone en 1992), a participé au projet Airbus, a pris en main le groupe Seat et a axé son économie sur l'agriculture et le tourisme. Toutefois, ces changements ont impacté les éleveurs qui ont réduit leur production face à la concurrence et à la saturation du marché.

Au Portugal, les responsables politiques se sont affirmés tout aussi européistes que leur voisin, défendant l'approfondissement par l'adhésion à l'espace Schengen, à l'euro et l'élargissement en favorisant l'intégration des démocraties post-communistes. Le pays a profité des fonds structurels et de cohésion finançant plus de 35 000 projets. Le PIB par habitant est passé de moins de 7 000 euros en 1986 à 19 000 euros en 2008.

Source : <https://www.taurillon.org/30-ans-apres-l-adhesion-de-l-espagne-et-du-portugal-a-la-union-europeenne>

I- Les causes de la révolution des œillets

A- Une volonté de mettre fin à 48 ans de dictature salazariste

La dictature de Salazar a débuté en 1926 ; A succédé (*pour raisons de santé*) à Salazar Marcello Caetano depuis 1968, sans aucune forme de démocratisation.

B- Le refus des guerres coloniales

Le Portugal, *petit Etat européen (9 millions d'habitants)*, peine à contenir la volonté d'indépendance de ses colonies africaines [\(1 p.68\)](#) : les guerres qu'elle mène sont très coûteuses en argent (*35% du budget national*) et en vies humaines. *D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle de nombreux jeunes Portugais décident d'émigrer pour éviter d'être obligés de se battre.* : [\(2 p.68\)](#)

II- Le déroulement et les caractéristiques de cette révolution 1, 2, 3 p.70 :

A- Une révolution orchestrée par les militaires...

L'organisation secrète du MFA (Mouvement des Forces Armées) est mise sur pied par des officiers qui s'assurent du soutien passif d'Antonio Spinola, un des généraux les plus titrés et influents. D'ailleurs, après la prise du pouvoir par la force le 25 avril 1974 qui force Marcello Caetano à l'exil à Madère, Spinola fait partie d'une junte de 7 officiers qui prend temporairement la tête du pays en attendant les élections.

B- ... A laquelle adhère la population

Contrairement à la demande des militaires, les populations ne regagnent pas leurs domiciles, mais se joignent aux militaires et acclament les putschistes.

Les œillets rouges deviennent le symbole de cette révolution. (*Une vendeuse de fleurs du Rossio, la grande avenue de Lisbonne, offre aux soldats les fleurs de saison : des œillets rouges ! Le lendemain, le journal parisien Le Monde sort en première page : « La Révolution des Œillets triomphe au Portugal ! »*)

C- Une révolution sans effusion de sang

Révolution pacifiste qui ne fait que 4 morts et une quarantaine de blessés, liés à la résistance de la PIDE (Police Internationale et de Défense de l'Etat)

III- Les conséquences de la révolution

A- Fin de la dictature et transition démocratique réussie

Libération des prisonniers politiques, *dissolution de la police politique, rétablissement des partis*, élections libres ; assemblée constituante ; *nouvelle constitution démocratique et sociale* ; retour des libertés d'expression et d'association... transition vers la démocratie assez rapide malgré un coup d'état (échec) de Spinola en 1975 qui montre que certains ont encore un penchant pour la dictature.

[Les élections d'avril 1975 sont remportées par les socialistes. Toutefois, les tensions restent vives. Le général Spinola tente un coup d'état un mois avant les élections et parallèlement l'extrême-gauche se radicalise. Durant l'été 1975, le Portugal est proche de la guerre civile. Une nouvelle Constitution, d'orientation sociale et démocratique, voit le jour le 2 avril 1976 et les élections législatives du 25 avril suivant consacrent le triomphe de la démocratie parlementaire.]

B- Fin des guerres coloniales

Les négociations aboutissent dès 1975-76 à l'indépendance des colonies africaines du Portugal : *Guinée-Bissau en 1974, Angola, Mozambique, Cap Vert et Saint Thomas et Prince en 1975.*

C- Intégration à la CEE (future UE) en 1986

Cette intégration est d'abord un symbole du retour du Portugal dans le concert des nations démocratiques.

C'est également un tournant économique car cette adhésion nécessite des transformations structurelles de l'économie du pays qui profite en retour d'aides conséquentes de l'UE pour accélérer son développement. Le PIB/hab est passé de 7000 euros en 1986 à 19000 en 2008.

2) La transition démocratique en Espagne (1975-81) (Source : Site académique d'histoire-géo de Lille)

DIAPO : p. 69 : Franco n'avait jamais contesté la monarchie espagnole et c'est logiquement qu'il choisit Juan Carlos en 1948 pour lui succéder après sa mort. A cette fin, le jeune prince est accueilli en Espagne (alors que sa famille est en exil depuis la proclamation de la république en 1931). En 1969, Juan Carlos prête ainsi un serment de fidélité aux principes du *Movimiento* (nom officiel de l'appareil d'Etat franquiste). C'est pourquoi, à la mort de Franco en novembre 1975, personne ne croit en Espagne à une rupture et d'ailleurs on constate peu de mouvements d'enthousiasme dans les rues. **Dans son discours de couronnement, le nouveau roi ne rejette pas le franquisme et les Espagnols s'attendent à un « franquisme**

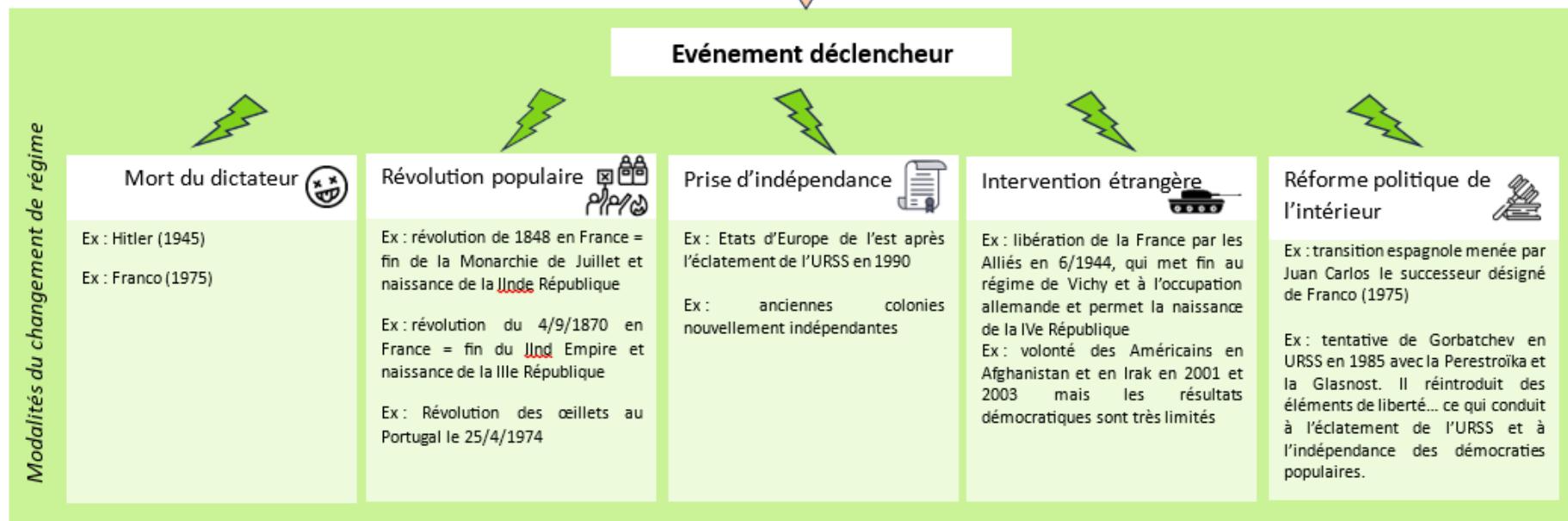
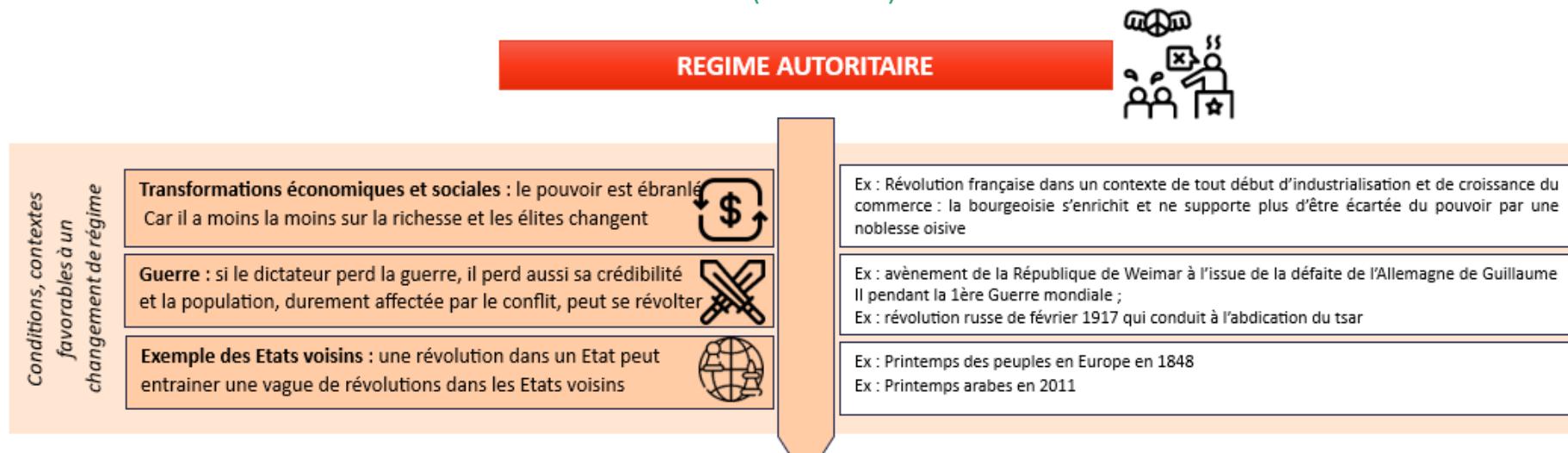
sans Franco ». On perçoit toutefois dans ce texte quelques mots comme « volonté collective » ou « consensus national » qui pourraient donner espoir aux démocrates.

Juan Carlos nomme Adolfo Suarez à la tête du gouvernement en juillet 1976, alors que ce dernier était le secrétaire-général du *Movimiento* l'appareil d'Etat franquiste. Ce choix est très critiqué dans la mesure où il semble très mal placé pour réformer l'Etat. C'est toutefois **sous son gouvernement que sont prises les décisions principales de la transition démocratique : celle-ci se fait donc de l'intérieur**. Il ne faut toutefois pas sous-estimer le rôle de la pression sociale (3.6 millions de grévistes en 1976), de celle des médias (nombreuses revendications antifranquistes dans la presse) et du monde de la culture. **La Loi pour la Réforme Politique (loi constitutionnelle) du 15 décembre 1976 adoptée par les Cortès (chambre des députés et sénat) et par le peuple (référendum) est primordiale dans cette réforme démocratique** et permet la tenue des premières élections libres depuis 1936 en juin 1977. Elles sont aussi permises par l'auto-dissolution du parti unique, le *Movimiento Nacional*, et la **légalisation du parti communiste en avril 1977**. Selon l'historien Santos JULIA, cette légalisation est la clé de tout le processus démocratique, permettant un retour à un **réel pluralisme politique**. L'UCD (union du centre démocratique : parti de Suarez, chrétiens démocrates et libéraux) l'emporte avec 34% des voix suivi du PSOE (parti socialiste ouvrier espagnol). **En décembre 1978, une nouvelle constitution est approuvée par 88% des Espagnols** : [3 p.69](#) : démocratie libérale et parlementaire ; économie de marché ; égalité et tolérance sont ses principales caractéristiques et valeurs.

Toutefois, l'Espagne connaît à cette époque une crise économique et est affectée par le terrorisme basque (attentats menés par l'ETA). Dans ce contexte troublé, le **lieutenant-colonel Antonio Tejero tente un coup d'Etat** : [1 p.72](#) : les gardes civils prennent en otage les Cortès, disant agir au nom du roi. Au cours de la nuit, **Juan Carlos fait une intervention télévisée** ([2 p. 73](#)) dans laquelle il rappelle son attachement à la constitution et à l'armée son devoir de loyauté. Les instigateurs du coup d'état sont arrêtés et emprisonnés. **Cet échec de Tejero marque le succès et la fin de la transition démocratique. En 1982, elle est consacrée par la 1^{ère} alternance politique.** En 1986, l'Espagne entre dans la CEE.

- ⇒ La transition démocratique espagnole est donc une transition douce, non-violente, négociée : cette particularité a pour corollaire le problème des comptes non rendus des franquistes et des tensions encore vives entre franquistes et victimes de Franco, ainsi que plus généralement le problème de la mémoire de la période franquiste.

B. Conclusion : modalités et conditions de re(naissance) d'une démocratie



III- L'histoire du XXe s. : une longue marche vers la démocratisation ?

Le monde a connu depuis le début du XXe siècle une certaine démocratisation (passage de 3 à 29% de l'humanité vivant en démocratie pour la moitié des Etats environ qui ont un fonctionnement démocratique). Elle s'est effectuée par grandes vagues avec des moments forts de démocratisation, après les deux guerres mondiales et après la dissolution du bloc soviétique notamment. Toutefois, cette progression n'a pas été continue (reflux notamment dans les années 1920-30) et n'est pas définitive (recul démocratique depuis 2016 dans le monde).

